



Prisonniers palestiniens: Le directeur du journal « Lâ??HumanitÃ© » interpelle Catherine Ashton

Description



Voici la lettre envoyÃ©e Ã Catherine Ashton, Haute ReprÃ©sentante pour les affaires Ã©trangÃ¨res et la politique de sÃ©curitÃ© de lâ??Union europÃ©enne :

Madame la Haute ReprÃ©sentante,
Depuis maintenant plus de 50 jours, 150 Ã 250 prisonniers (dont prÃ¨s de 90 ont dÃ©jÃ Ã©tÃ© hospitalisÃ©s) observent une grÃ¨ve de la faim pour protester contre la dÃ©tention administrative dont ils font lâ??objet.

La détention administrative est une procédure abusive largement employée par le gouvernement israélien pour emprisonner sans jugement et pour des périodes indéfinies les palestiniens, activistes mais aussi civils, en violation flagrante des droits de l'homme, pour les punir et pour les empêcher de s'opposer à l'occupation, à la colonisation et d'exprimer leurs opinions. En somme, cette procédure vise à bécotiller la liberté d'expression, ce qui heurte profondément tous les démocrates dans le monde.

On le sait, la torture et les mauvais traitements accompagnent souvent les détentions administratives et sont un moyen pour les autorités pénitentiaires israéliennes d'obtenir des renseignements et dans le même temps de déshumaniser l'univers carcéral, qui n'en a pas besoin, tout en cassant le moral des prisonniers et leur résistance physique et mentale.

189 prisonniers politiques palestiniens sont actuellement enfermés dans les geôles israéliennes par cette procédure, héritée du mandat britannique datant de 1945, suspendue dans les années 70 et remis à l'ordre du jour en 1985.

Le détenu administratif est souvent emprisonné sur la base d'informations considérées comme « secrètes » par l'armée, ce qui rend inaccessible son dossier pour le détenu et son avocat. Est-il logique, quand on emprisonne sans jugement, pour une période indéfinie, le détenu ne puisse pas se défendre, car il ne connaît pas les raisons de son incarcération ?

Si en théorie le détenu peut faire appel de l'ordre de détention devant la justice militaire israélienne, les conditions pour un procès juste et équitable ne sont jamais réunies. Comment contester efficacement une décision, sans avoir accès au dossier, réservé uniquement aux seuls juges et procureurs militaires ? Comment se défendre et prouver son innocence, quand on ne sait même pas ce qui est reproché, ni les éléments en charge, ni les preuves ?

Il est logique de pouvoir incarcérer préventivement quelqu'un, si un juge le décide, le temps que l'instruction se termine et qu'un procès soit organisé dans un délai raisonnable. En France, cette période est de 2 ans. En Israël, cette période peut durer le temps que les autorités israéliennes le souhaitent, puisque la détention administrative peut être renouvelée tous les six mois, sans que le détenu en soit informé et de façon indéfinie. Est-il logique que des prisonniers soient enfermés des mois, voire des années, sans procès, ni jugement ?

Il y a une quinzaine de jours, avec une évacuation de militants et d'ailleurs, je me suis rendu auprès de leurs familles qui campent sur une place de Ramallah pour leur apporter notre soutien. Elles nous ont fait part de la maltraitance et de la violence que subissent les prisonniers. J'ai pu constater que le mouvement de solidarité grandit chaque jour. De nombreuses grèves et manifestations sont organisées en Cisjordanie, à Gaza et à Jérusalem-Est par le peuple palestinien pour soutenir les prisonniers.

Mais le gouvernement israélien reste sourd à cette grève de la faim et aux manifestations de solidarité. Et plutôt que de réfléchir à l'abrogation de cette loi inique, la Knesset discute en ce moment même d'une loi permettant aux autorités pénitentiaires de pouvoir nourrir par la force les grévistes de la faim. Ce projet est évidemment rejeté par de nombreux parlementaires progressistes et démocrates comme par l'ordre des médecins israéliens qui s'y est même farouchement opposé.

Jusqu'au 1^{er} les prisonniers politiques palestiniens devront y aller, pour que les autorités européennes agissent avec fermeté et somme Israël à agir en conformité avec la législation internationale et relâche ces prisonniers qui sont maintenant en grand danger ?

Dans ces conditions, ne serait-il pas envisageable Madame la Haute Représentante que l'UE demande au gouvernement israélien, comme l'a fait Monsieur Ban Ki Moon, de relâcher les prisonniers dont aucune charge n'est retenue contre eux ?

Ne serait-il pas envisageable, si le gouvernement ne répond pas, de condamner cette action en utilisant la possibilité de geler l'accord d'association avec l'Union européenne ?

En vous remerciant de me faire connaître les initiatives que vous comptez prendre, Je vous prie d'agréer, Madame la Haute-Représentante, l'expression de ma haute considération.

Patrick Le Hyaric

Source:

<http://www.humanite.fr/greve-de-la-faim-des-prisonniers-palestiniens-patrick-le-hyaric-interpelle-catherine-ashton-545208>

date créée

2014/06/23